

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

# Journal d'Abidjan

*L'hebdo*

N°210 du 2 au 8 Juillet 2020

**RHDP**  
EN ORDRE DE BATAILLE

**REDYNAMISATION**  
LA BANQUE MONDIALE SE RÉORGANISE

**DÉMOLITION DE MAISONS**  
DES QUARTIERS HUPPÉS DANS LE VISEUR



**GUIDES RELIGIEUX**

# LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

**GRATUIT**  
NE PEUT ÊTRE VENDU

Depuis le début de la crise sanitaire, plus rien n'est pareil dans les lieux de cultes. Jadis bondés, les lieux de cultes ont du mal à s'adapter.

# Nouvelle Collection YeQar

## Choisis ta Couleur!



## ÉDITO

### Doublement meurtris

Le spectacle était chaotique après les dernières pluies de ce mois de juin. Avec environ 25 morts dont (17 à Anyama et 7 à Cocody), les populations sont sous le choc. Les dégâts matériels ne se comptent plus. Véhicules, habitations et meubles sous les eaux. Alors que les parents des victimes pleurent leurs morts et que d'autres victimes, ne sachant plus à quels Saints se vouer, cherchent à nouveau des toits, même précaire, pour s'abriter en attendant que la fin de cette saison pluvieuse, le débat pour situer les responsabilités des inondations et éboulement de terrain fait rage. Dans cette veille électorale, le débat a vite fait de prendre une coloration politique. Partisans de parti au pouvoir et de l'opposition rivalisant en argument, qui pour accuser, qui pour défendre. La cause des victimes, parfois elle-même taxées d'être à l'origine de leur malheur, passe désormais en second plan. Plus de compassion. « Comment peuvent-ils vivre dans ces endroits ? » « Ils ont obstrué le passage de l'eau » ou encore « Chaque année, ils sont victimes mais refusent de quitter les lieux. » Des accusations lancées contre de personnes qui ont parfois tout perdu et qui peine à se remettre du drame qui vient de s'abattre contre eux et leur familles. Des années d'économies parties en une fraction de seconde. Il va falloir freiner l'urbanisation galopante de la ville d'Abidjan qui depuis plus de 30 ans a dépassé de plus de 150% le niveau record de précipitations. Si à cela l'on ajoute les pressions humaines sur les espaces, il est clair que ce genre de catastrophes se répèteront à l'avenir. Bien malheureusement. Il est temps d'affronter plus sérieusement la question des inondations et des éboulements de terrain loin des débats politiques mais plutôt avec l'œil et l'expertise des techniciens en la matière.

YVANN AFDAL

## LE CHIFFRE 288

Le nombre de tonnes de déchets plastiques produit chaque jour dont 95% se retrouvent dans les canalisations et dans la lagune à Abidjan.

### ILS ONT DIT...

- « L'heure est venue pour la Belgique d'entamer un parcours de vérité à propos de son passé colonial au Congo. » **Sophie Wilmès**, Première ministre belge, le mardi 30 juin.
- « Nous sommes tous convaincus que la victoire est possible au Sahel. Nous sommes en train d'en retrouver le chemin grâce aux efforts qui ont été consentis au cours des six derniers mois. » **Emmanuel Macron**, président de la France, le mardi 30 juin.
- « Ce qu'il faut questionner et critiquer, c'est la politique de la France, plus précisément celle de Macron. Il devrait se rendre compte que s'en prendre de la sorte à la Turquie ne lui apportera rien sur le plan de la politique intérieure. J'espère qu'il en tirera des leçons » **Mevlüt Cavusoglu**, chef de la diplomatie turque, le lundi 29 juin.

### UN JOUR UNE DATE

**05 JUILLET 1989** : Une réunion historique a lieu entre Nelson Mandela et Pieter Willem Botha, président de l'Afrique du sud, qui soutenait l'apartheid. Cette réunion sera décisive pour la libération de Nelson Mandela.



La française **Assa Traoré**, militante de 35 ans qui se bat contre le racisme et les violences policières en France depuis la mort de son frère Adama en 2016, a reçu lundi 29 juin le prix américain BET Global Good.



**François Fillon** a été condamné le lundi 29 juin à 5 ans de prison dont deux fermes dans l'affaire d'emplois fictifs. L'ancien Premier ministre a été reconnu coupable de détournement de fonds publics.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



À quelques jours de la clôture du Ségur de la santé, le personnel hospitalier français a de nouveau manifesté mardi 30 juin, pour obtenir davantage que les 6,3 milliards d'euros déjà mis sur la table par le gouvernement.

# GUIDES RELIGIEUX : LA TRAVERSÉE DU DÉSERT

Depuis l'arrivée, en mars dernier, de la pandémie à coronavirus sur le sol ivoirien, plus rien n'est pareil dans les lieux de cultes. Jadis bondés, les vendredis pour les mosquées et les dimanches pour les églises, c'est désormais à un public dégarni ou quasiment inexistant que de nombreux guides religieux doivent s'adresser. Les formations et cours sont suspendus, les quêtes sont rares, les donateurs ont déserté les lieux, les baptêmes se comptent sur le bout des doigts et les mariages ne courent plus les rues. Pour de nombreux pasteurs et imams, les temps sont durs. Regard sur une situation inédite dans l'histoire moderne des religions en Côte d'Ivoire.

RAPHAËL TANOÛ

Adjamé-Paillet. La mosquée Médine accueille ce mardi quelques rares fidèles venus effectuer la prière de 13h. La bâtisse rectangulaire d'environ 80 mètres carrés a, comme les autres mosquées de la capitale économique, instauré des mesures barrières pour lutter contre le coronavirus. Lavage des mains, distanciation, interdiction de regroupement de plus de 50 personnes... Depuis le début de la pandémie, l'Imam de la mosquée, Hassan Camara, veille à ce que ses fidèles respectent scrupuleusement les règles. C'est l'un des plus chanceux parmi les centaines d'imams que compte Abidjan. Au sein du lieu de culte, un comité a été mis en place pour épauler le guide religieux et faire face aux dépenses mensuelles de la mosquée : factures d'eau et d'électricité, entretien, etc. L'Imam Hassan Camara, également responsable de la communication de l'Organisation des écoles et établissements confessionnels islamiques (OEECI) reçoit chaque mois une enveloppe substantielle. « Ce sont les fidèles de la mosquée qui ont décidé d'apporter cet argent tous les mois au comité, qui me le remet », explique-t-il. Le séisme provoqué par la Covid-19, poursuit l'Imam, a fait trembler de nombreuses mosquées. Tout d'abord, la fer-

meture décidée par le Conseil national de sécurité (CNS), ensuite la réouverture, conditionnée à des regroupements de moins de 50 personnes, avec des mesures barrières qui ont rendu les prières collectives quasiment impossibles. « Cette situation a coupé les vivres aux mosquées. Il n'y en a que très peu qui arrivent à y faire face, avec un système de prise en charge. Mais la plupart des imams n'en bénéficient pas comme moi », précise l'Imam Camara.

**Désarroi** Bien que privilégié, le guide religieux reconnaît qu'il subit malgré tout la crise. Plusieurs sources qui lui permettaient d'arrondir ses fins de mois ont tari. « Les baptêmes ont presque cessé depuis que l'État a instauré les mesures sanitaires. Pareil pour les ma-

**La communauté musulmane n'est pas la seule à vivre cette situation. Les églises ont également été affectées par la Covid-19.**

riages. Les possibilités de faire des conférences publiques sur des thématiques religieuses ont aussi disparu », regrette Hassan Camara. Toutefois, ses pensées vont vers les imams qui en souffrent le plus. C'est notamment le cas de l'Imam Bacounady Ouattara, de la mosquée de la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA). « Nous n'avons pas de



Plusieurs lieux de cultes souffrent aujourd'hui de la pandémie à coronavirus.

prise en charge. Dans les autres mosquées, ce sont les fidèles qui donnent de l'argent à leurs imams, mais c'est le contraire à la MACA. Car c'est nous qui donnons de l'argent aux prisonniers », relate-t-il. À Abobo, certains imams, dépités, ont préféré fermer leurs mosquées. Parmi ces lieux, il y a la mosquée d'Abobo 4 étages. À la mosquée Al-houda Wa Salam d'Adjamé-Paillet, l'impossibilité de tenir les prières du vendredi

correctement de leurs imams? Il y en a très peu. Un imam, par principe, ne travaille pas. Il se consacre à Dieu et à ses obligations dans sa mosquée. Il faut payer sa nourriture mensuelle, son loyer, ses factures, la scolarité de ses enfants, etc. Cela coûte de l'argent et c'est le comité de gestion de la mosquée qui est censée s'en occuper. Ce comité de gestion tire principalement ses ressources des quêtes des vendredis. Il y a en

moyenne 4 vendredis dans le mois. Ce sont les fonds de ces quêtes qui sont utilisés pour s'occuper de l'imam. Avec le coronavirus, les prières du vendredi n'existent plus », déplore l'Imam Mory Koné.

La communauté musulmane n'est pas la seule à vivre cette situation. Les églises ont également été affectées par la Co-

## Repères

Regroupement autorisé : 50 personnes.

Nombre de guides religieux musulmans : plus de 20 000.

Nombre de guides religieux chrétiens : plus de 15 000.

vid-19.

**Amour et entraide** Le pasteur Marcelin Guédé, de l'Église les Chants du Christ à Yopougon Niangon, explique que chez les évangélistes on vit « d'amour et d'entraide ». Avec les mesures barrières annoncées contre la pandémie à coronavirus, dit-il, l'amour est resté, certes, mais l'entraide s'est faite la malle. « Le nombre de fidèles a commencé à diminuer, et puis ils ont ensuite préféré prier à la maison. Vous n'êtes pas sans savoir que la majorité des églises évangéliques vivent de dons et de quêtes. La plupart

de ceux qui font des dons ne le font que lorsqu'ils viennent prier. Avec la situation actuelle, les moyens pour s'occuper de l'église ont forcément baissé. Si vous êtes pasteur et que vous n'avez rien d'autre comme activité, c'est difficile », indique-t-il. Blaise Ouélé, pasteur de l'église évangélique Les ouvriers du Christ, reconnaît que la situation est difficile. Mais, pour l'homme de Dieu, c'est plutôt le moment pour eux de raffermir leur foi et non de l'ébranler. Bien que les églises aient été touchées financièrement par cette situation, le guide religieux estime qu'il ne leur appartient pas d'en faire cas. « Qui n'aimerait pas bénéficier d'une aide dans cette situation ? Mais est-ce vraiment à nous d'en parler ? Hélas, non », estime le pasteur Blaise. Une vision partagée par un cadre du Conseil supérieur des affaires islamiques (COSIM). « À Cocody, vous avez 98% des mosquées qui bénéficient d'une bonne gestion, avec une paie mensuelle régulière pour l'imam.

La plupart de ces lieux de cultes ont été désinfectés et bénéficient de moyens pour lutter contre le coronavirus, comme des seaux d'eau et du savon pour se laver les mains. À Abobo, c'est le contraire. Aucune mosquée n'a bénéficié de cela. La majorité des imams de cette commune sont frappés de plein fouet par la crise. Mais personne ne viendra se plaindre, parce que cela ne convient pas au travail qu'ils font. Il nous est déjà arrivé d'aller vers les autorités pour inscrire nos noms sur une liste des personnes qui devaient bénéficier d'aides. Mais on nous a clairement signifié que les religieux n'étaient pas concernés », note-t-il sous le sceau de l'anonymat. L'Imam Hassan Camara réplique en appelant les mosquées à une meilleure organisation. Abobo, d'après lui, compte environ 300 mosquées. Adjamé en compte autour de 200. Et la capitale économique héberge, à l'entendre, plus d'un millier d'imams. La seule manière, selon l'Imam Camara, d'éviter que ce genre de problème survienne à l'avenir est de calquer les modèles de gestion des mosquées comme la sienne. D'après le révérend général Makosso Camille, à la tête de la Commission évangélique de Côte d'Ivoire, ils ont déjà recensé plus de 10 000 pasteurs sur l'ensemble du territoire national. Un chiffre important, qui montre la tâche qu'il y aura à inclure pasteurs et imams dans un plan d'aide. C'est une réalité que les autorités n'ocultent pas. « Les mosquées et les églises sont suffisamment bien organisées en Côte d'Ivoire pour parler d'une seule voix. S'il y avait un réel besoin d'aide dans ce sens, leurs différentes faïtières se seraient exprimées », se contente de répondre un haut cadre du cabinet du ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation. Et, de toute façon, signale le pasteur Marcelin Guédé, leur salut réside et résidera toujours dans la communauté. C'est à elle de leur venir en aide si besoin en est. À elle et à personne d'autre. ■

## 3 QUESTIONS À



### IMAM HASSAN CAMARA

responsable de la Communication de l'Organisation des écoles et établissements confessionnels islamiques (OEECI)

**1** La pandémie à coronavirus a-t-elle impacté la vie dans les lieux de cultes ?

Forcément. On a tous suivi la fermeture des mosquées et églises qui est intervenue pendant plusieurs mois. Cela été un coup dur pour beaucoup d'entre nous. Même avec les réouvertures progressives, les mosquées n'arrivent pas à retrouver leur fonctionnement d'avant, parce que les mesures barrières rendent les grands regroupements impossibles.

**2** Cette situation a-t-elle des conséquences financières sur vos activités ?

Obligatoirement. Si vous faites fi de Cocody, où il y a des mosquées dotées de comités de gestion efficaces, les mosquées, dans leur grande majorité, n'ont d'autres moyens pour s'occuper de leurs imams que les fruits des quêtes des vendredis.

**3** Qu'en est-il des fidèles ?

si les fidèles ne viennent pas prier les vendredis à la mosquée, impossible de faire des quêtes. ■

## PLAN D'AIDE : LES LAISSÉS POUR COMPTE

Depuis l'avènement de la pandémie à coronavirus sur le sol ivoirien, l'économie ainsi que les poches des acteurs se sont tariées. La solution, pour les autorités, a été de leur venir en aide en initiant un plan d'urgence. Qui est concerné ? La question divise.

RAPHAËL TANOÛ



Les populations démunies ont été au centre de l'attention des autorités pendant cette période.

Le plan d'urgence sanitaire de plus de 1 700 milliards de FCFA décliné par les autorités pour combattre la pandémie à coronavirus est lorgné de près et de loin par les Ivoiriens. Particuliers, structures, organisations, etc., chacun veut sa part du gâteau. Même si les autorités d'évertuent à expliquer qu'il ne s'agit pas d'un gâteau à partager, mais d'une bouée de sauvetage destinée aux plus nécessiteux, environ

81 000 petits commerces, plus de 31 000 Petites et moyennes entreprises (PME), quelques centaines d'ONG et, aujourd'hui, certains religieux, qui estiment être dans le besoin. Mais, selon Gnagna Zadi Théodore, Président de la plateforme nationale des organisations professionnelles de Côte d'Ivoire, ceux qui doivent véritablement bénéficier en ce moment de l'aide des autorités sont les travailleurs du secteur privé.

**Mal logé** Or, ils ne font pas partie du plan, seulement leurs entreprises. « Dans de nombreuses écoles privées, l'arrêt des cours a provoqué un arrêt des salaires. Selon ce qui nous revient, beaucoup parmi ces travailleurs sont dans une situation extrême. Mais il n'y a aucun plan pour leur venir en aide », déplore M. Zadi. Un diagnostic similaire est établi par Ben N'Faly Soumahoro, Président de la Fédération ivoirienne des consommateurs le Réveil

(FICR). « L'aide est censée être destinée aux plus démunis, mais, d'après ce que nous avons vu, ce ne sont pas toujours eux qui en bénéficient ». Pour lui, les critères de sélection font que ce sont ceux qui sont le plus « prêts » qui bénéficient de l'aide d'urgence Covid-19. « Concernant les entreprises privées, les critères de sélection ne privilégient que celles qui sont par exemple à jour de leurs impôts. Lorsque vous observez lesdits critères, vous verrez qu'au final les structures qui vont bénéficier d'aides sont celles qui ont en réalité des moyens », ajoute Marius Comoé, Président du Conseil national des organisations de consommateurs de Côte d'Ivoire (CNOCC). Que ce soit au niveau des particuliers ou des entreprises, selon Gnagna Zadi, les plus nécessaires sont laissés pour compte. Lorsque Marius Comoé souligne qu'il n'y a pas de véritables critères pour désigner qui est pauvre et qui est riche en Côte d'Ivoire, Sattigui Koné, le Président de la Fédération des ONG de Côte d'Ivoire (FEDOCI) ajoute que le choix des bénéficiaires des aides ne s'est pas fait sans un certain favoritisme. De quoi rebuter certains imams, qui pensent que leur organisation doit elle aussi faire l'objet d'un plan d'aide. ■

### LE DÉBAT

#### Faut-il un plan d'aide pour les guides religieux ?



DAOUDA TRAORÉ  
TRANSPORTEUR

Oui, il faut venir en aide aux guides religieux qui traversent une période financière difficile, parce qu'ils n'arrivent pas à exercer correctement leur métier. Les mesures barrières liées à la covid-19, empêchent les dons et les quêtes dans la plupart des lieux de cultes. Or, c'est grâce à cela que beaucoup d'imams et de pasteurs vivent. Ce sont des personnes importantes dans la société parce qu'ils participent à l'éducation morale de la population. Ils ont une grande communauté qui les écoute. Alors, il faut aussi les aider. Les communautés doivent trouver des mécanismes afin de permettre à ses guides religieux et aux lieux de cultes de résister afin de mieux accomplir leurs fonctions.



DJAKARIDJA KONÉ  
ÉTUDIANT



Je ne vois pas l'intérêt d'aider des responsables religieux dans cette période. Ce ne sont pas des personnes qui gèrent des entreprises. Ils font des métiers à but non lucratif. Les aider revient à dire aussi qu'on doit aider de nombreuses autres personnes, comme les responsables d'ONG. C'est une œuvre de Dieu qu'ils font, cela n'a rien à voir avec une activité rémunérée. Je connais beaucoup de religieux, pasteurs comme imams qui ne se plaignent pas dans cette période parce qu'ils sont bien organisés dans leurs communautés. S'ils ont des problèmes c'est parce que leurs fidèles ne jouent pas leur rôle. Les aides doivent aller plutôt aux défavorisés et aux entreprises.

# RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images ( Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à [contact@pointfocal-mag.com](mailto:contact@pointfocal-mag.com)



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

[www.pointfocal-mag.com](https://www.pointfocal-mag.com)

 focal

## RHDP : EN ORDRE DE BATAILLE

Dans l'attente du retour de leur candidat, Amadou Gon Coulibaly, les militants du RHDP, déjà en précampagne se disent prêts pour la bataille électorale. L'investiture du candidat devrait se faire début août.

ANGE STÉPHANIE DJANGONE



Amadou Gon Coulibaly lancera sa machine électorale à la fin juillet.

Maintes fois reporté, le retour du premier ministre Amadou Gon Coulibaly, par ailleurs candidat du Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP) est prévu pour ce jeudi 2 juillet. Sauf changement de dernières minutes. Sur place, la direction exécutive ne prévoit pas une cérémonie d'accueil faste mais a plutôt les yeux tournés vers l'investiture du candidat du parti. Les militants qui s'étaient mobilisés pour l'accueil de « leur champion » ont été priés de ne pas se ras-

sembler dans un contexte où le rassemblement de plus de 50 personnes est interdit.

**Pré-campagne** Pour le directeur exécutif du RHDP Adama Bictogo, « la course pour la présidentielle est ouverte avec le recensement électoral. Il n'y a plus de temps à perdre. » Le RHDP songe, à défaut d'organiser une cérémonie unique d'investiture, pour cause de crise sanitaire, d'organiser une sorte de festivité éclatées afin de permettre aux militants de l'intérieur

du pays de participer à distance à cette cérémonie. De source proche de ce parti, l'équipe de campagne pourrait être connue avant la fin du mois d'août. En lice pour piloter la campagne, Jeannot Ahoussou Kouadio, Hamed Bakayoko et Patrick Achi. Adama Bictogo devrait jouer un rôle de coordonnateur de la campagne et être dans le shadow-cabinet de la stratégie du candidat. « Comme en 2010 et en 2015, pour le candidat Alassane Ouattara la direction de campagne sera pilotée par deux cadres du partis » confie un cadre de ce parti. Les directeurs exécutifs adjoints en charge des régions, devraient être d'office des directeurs de campagnes de ces différentes zones. « Il est vrai que certains se marchent sur les pieds dans leur région, mais il n'y a pas d'autres choix que de maintenir l'ossature actuelle pour maintenir la cohésion autour du candidat » détaille notre source. D'ailleurs poursuit la source, c'est à ces derniers que la tâche a été confiée de rassembler les signatures de parrainage nécessaire pour le dossier de candidature qui devra être déposé entre le 15 juillet et le 15 août. Ils seront par la suite renvoyés dans leur régions respectives afin de maintenir la flamme de la mobilisation jusqu'aux élections. Contrairement à la rumeur, Amadou Gon Coulibaly ne démissionnera pas de son poste de premier ministre pour la campagne. ■

### EN BREF

#### Terrorisme : l'armée reste en alerte

Après avoir porté un coup dur aux terroristes ayant attaqué à Kaffolo (nord), l'armée ivoirienne reste en alerte sur ses positions aux frontières du Mali et du Burkina Faso mais aussi à l'intérieur du pays. Des terroristes ayant été interpellés dans divers endroits du pays, tant vers le sud que vers l'ouest et l'est, l'alerte à la vigilance est de mise au sein des forces de l'ordre.

#### Mabri Toikeusse sous pression

Après avoir multiplié les rencontres à l'ouest du pays, Albert Mabri Toikeusse attend une dernière rencontre avec Amadou Gon Coulibaly afin de se décider définitivement. Même s'il a laissé entendre qu'il n'a pas renoncé à sa volonté de se présenter à l'élection présidentielle d'octobre prochain, il ne souhaite pas sortir par la petite porte et compte resté un acteur politique majeur dans le jeu électoral de 2020. Sauf que, les hostilités semblent déjà ouvertes entre lui et ses anciens alliés du RHDP notamment la direction en charge du grand ouest avec qui il a enregistré quelques couacs le week-end dernier. ■

## Présidentielle 2020 Candidats, approchez !

Amadou Gon Coulibaly (RHDP), Henri Konan Bédié (PDCI), Guillaume Soro (GPS), Mamadou Koulibaly (Lider) sont les quatre grandes figures de la politique ivoirienne portés par des partis ou ayant affiché leur volonté de briguer la magistrature suprême le 31 octobre prochain. En attendant que les choses ne se clarifient au Front populaire ivoire (FPI),

Pascal Affi N'Guessan se dit déjà prêt, ou presque, à se lancer dans la course. À ces candidats, de grosses pointures, s'ajoutent sûrement d'autres, qui souhaitent jouer les troubles fêtes. La commission électorale mettra fin à la révision de la liste électorale le 5 juillet prochain. Les différents partis politiques s'activent à réunir les parrainages, fixés à 1% des électeurs dans au moins

50% des régions et districts. La caution pour l'élection présidentielle, fixée à 50 millions de francs CFA, n'est pas un obstacle pour les grands partis. « Avec les nouvelles conditions liées au parrainage des candidats, c'est sûr que nous allons compter moins de dix candidats et que les électeurs auront le temps de bien comprendre les programmes et propositions de chacun », pense

un membre de la commission électorale, selon lequel les premières candidatures seront enregistrées début août. Les différents partis devraient organiser à partir de la mi-août des cérémonies d'investiture de leur candidat et ainsi se lancer dans une sorte de précampagne, afin de convaincre des électeurs dont le nombre pourrait dépasser la barre des huit millions à la fin du recensement. ■

Y.A



SÉBASTIEN KOLLIABO KONAN

## De l'ombre à la lumière

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ

Il est devenu une figure presque incontournable du RHDP dans la commune de Treichville. Multipliant les sorties, dans l'ombre de son leader François Amichia, il rêve de plus en plus d'un destin national, qui pourrait le propulser au premier rang de la politique.

Il n'existe pas de générations spontanées et la nouvelle, à laquelle le Président Alassane Ouattara souhaite passer le flambeau, est déjà sous pression. Les quarantennaires s'invitent de plus en plus à la table du débat et souhaitent avoir des places de choix. À raison d'ailleurs. Ils évoluent pour la plupart depuis leur plus tendre enfance sous la coupe de cadres politiques invités à prendre leur retraite dans les années à venir.

**Gravir les échelons** Sébastien Kolliabo Konan (40 ans) est l'un de ces jeunes. Nourri à la chose politique depuis tôt, il a connu une ascension jonchée de difficultés. En 1995, Il fait ses premiers pas en politique comme petite main du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à Treichville. Après avoir participé au renouvellement des instances du parti à Treichville en 1997, il devient en 2000 l'un des acteurs majeurs de l'élection d'Ibrahim Sanogo, seul député PDCI du District d'Abidjan à cette époque. Le reste des sièges ayant été raflé par le Front populaire ivoirien, fraîchement arrivé au pouvoir. Les ambitions lui montent à la tête et il vise le poste de Président de la coordination de la jeunesse du PDCI à Treichville en 2004. Il mordra la poussière pour « mauvaise préparation », expliquent certains de ses compagnons de l'époque. Mais sa détermination ne passe pas inaperçue et il fait ses premiers pas au sein du Bureau exécutif national de la JPDCI, tout en gardant à l'idée de prendre sa revanche. En 2008, il réussit son challenge et est désigné Coordinateur JPDCI de Treichville. Poste qu'il cumule avec celui de Secrétaire national à la communication de la jeunesse PDCI. Il se rapproche ainsi de François Amichia, dont il devient le responsable à la communication en 2013, et est élu Président du Réseau ivoirien des jeunes leaders politiques (RIJELP), une organisation regroupant les jeunes des partis ivoiriens qui existe aussi dans quelques pays de la sous-région. Quand la crise éclate entre le RHDP et le PDCI, il entre au PDCI Renaissance, qui se veut une passerelle entre le PDCI et le RHDP, et en devient le Coordinateur communal, avant d'être nommé délégué départemental RHDP de Treichville 2 et membre du Bureau politique. Un parcours qui nourrit les ambitions d'un jeune cadre qui a de plus en plus des occasions de monter en puissance, d'autant que son mentor Amichia lui ouvre son carnet d'adresses. ■

www.jda.ci  
Journal d'Abidjan  
L'hebdo

Tous les jeudis

7<sup>er</sup> HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

**DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS**

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

**COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX**

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

**DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES**

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

**DANS LES GRANDS HÔTELS**

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

## REDYNAMISATION : LA BANQUE MONDIALE RÉORGANISE SON DÉPARTEMENT AFRIQUE

Le portefeuille régional de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne sera désormais réparti dans deux vice-présidences, qui seront chargées respectivement de l'Afrique de l'Ouest et centrale et de l'Afrique de l'Est et australe.

YVANN AFDAL



Ousmane Diagana est nommé vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, tandis qu'Hafez Ghanem devient vice-président pour l'Afrique de l'Est et australe.

Ousmane Diagana est nommé vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, tandis qu'Hafez Ghanem devient vice-président pour l'Afrique de l'Est et australe. Ce changement, qui témoigne du ferme engagement de la Banque mondiale en faveur de l'Afrique, a été annoncé au début de l'année 2020 et a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet.

**Plus présent** Cette année, la Banque mondiale devrait allouer environ 50 milliards de dollars à 48 pays africains. Ce montant, considérablement plus élevé que celui alloué aux autres régions, représente environ le tiers

du portefeuille entier de la Banque mondiale. Il a également été multiplié par deux en dix ans. Les projets et programmes financés par la Banque mondiale en Afrique subsaharienne s'attachent notamment à soutenir l'agriculture, le commerce et les transports, l'énergie, l'éducation et la santé, ainsi que le secteur de l'eau et de l'assainissement. Par ailleurs, les financements accordés aux États fragiles affichent une hausse encore plus marquée, les deux tiers environ des montants alloués à ces pays étant destinés à l'Afrique. Le département régional était dirigé depuis 2018 par Hafez Ghanem, qui devient au-

jourd'hui vice-président pour l'Afrique de l'Est et australe. « L'engagement de la Banque mondiale en Afrique croît de jour en jour, et je me réjouis de travailler aux côtés d'Ousmane Diagana pour apporter encore plus de ressources aux populations qui en ont le plus besoin, déclare Hafez Ghanem. Nous avons désormais deux vice-présidences, mais l'Afrique est une à nos yeux et nous continuerons de partager nos enseignements, notre expérience et nos idées à travers le continent tout entier. » La création d'une nouvelle vice-présidence s'inscrit dans la continuité des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour aligner en permanence ses ressources sur les domaines prioritaires. Elle permettra de soutenir davantage les réformes et les politiques requises pour réaliser une croissance durable et diversifiée, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations en Afrique. Ousmane Diagana a pris fonction le 1<sup>er</sup> juillet ses fonctions de vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et centrale. La nomination de M. Diagana intervient alors que la Banque s'emploie à renforcer la réalisation de son programme d'activités en Afrique. ■

### EN BREF

#### CACAO : HAUSSE DU NOMBRE DES ENFANTS DANS LES CHAMPS

Selon une étude de la Fondation internationale Cocoa Initiative (ICI) auprès de 263 communautés productrices de cacao en Côte d'Ivoire, le nombre d'enfants travaillant dans le cacao a augmenté de 16 % à 19 % pendant le confinement partiel entre le 17 mars et le 15 mai, par rapport à la même période les années précédentes. « Le taux d'identification du travail des enfants a donc enregistré une augmentation de 21,5% », souligne le rapport publié le 1<sup>er</sup> juillet. Bien qu'il soit trop tôt pour attribuer cette augmentation à la seule pandémie, elle n'en est pas moins préoccupante avertit le rapport. « L'augmentation du travail des enfants pourrait être due à la fermeture des écoles, à des restrictions de mouvement entraînant une moindre disponibilité de la main-d'œuvre adulte, à un ralentissement économique affectant les producteurs de cacao, ou à une combinaison de ces facteurs et d'autres encore. » Une enquête téléphonique distincte menée auprès de 515 producteurs de cacao en Côte d'Ivoire entre le 2 et le 9 juin a révélé que plus de la moitié des personnes interrogées ont fait état d'une diminution des revenus des ménages depuis le début de la fermeture partielle en mars. Or, les chocs négatifs sur les revenus tendent généralement à accroître le travail des enfants. ■

CYNDY LOHOUES

## Fraude fiscale L'Afrique progresse dans la lutte

Les pays africains ont enregistré en 2019 des progrès importants en matière de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent, note le rapport « La transparence fiscale en Afrique 2020 » rendu public le lundi 29 juin. Les pays africains ont « fortement » progressé dans la réaffirmation de leurs engagements et le renforcement de leurs capacités pour parvenir à la transparence fiscale. Ils ont participé

grandement au partage d'informations sur les flux de fonds illicites. Le rapport, publié par l'Initiative Afrique (IA) du Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, l'Union africaine et le Forum sur l'administration fiscale en Afrique (ATAF), en partenariat étroit avec la Banque africaine de développement, souligne la nécessité pour les pays du continent de s'engager davantage

dans la mobilisation des recettes fiscales, une préoccupation renforcée par le contexte de la pandémie de la Covid-19. En Afrique, les flux financiers illicites se situeraient selon les estimations entre 50 et 80 milliards de dollars par an et 44 % du patrimoine financier du continent serait détenu à l'étranger, ce qui correspond à des pertes en recettes fiscales de 17 milliards d'euros. Lancée en 2014, l'Initiative Afrique est

un partenariat entre le Forum mondial, ses membres africains et des organismes régionaux et internationaux, dont la Banque africaine de développement, l'ATAF et la Banque mondiale. Le Forum mondial dispose d'un secrétariat indépendant, installé à Paris, au Centre de politiques et d'administrations fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). ■

## Vers l'énergie pour tous en Côte d'Ivoire grâce aux partenariats public - privé

La Côte d'Ivoire vise à atteindre l'accès universel à l'énergie d'ici 2025, tout en triplant sa capacité de production d'ici 2030. Grâce à un modèle énergétique public - privé, elle se donne les moyens d'atteindre ces objectifs énergétiques ambitieux. La Côte d'Ivoire est sur une belle lancée économique : depuis 2011, la croissance du PIB a été en moyenne de 8% par an, ce qui en fait non seulement l'un des pays les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne, mais aussi du monde. Avec l'économie et la demande d'énergie en plein essor, le gouvernement ivoirien a placé le secteur de l'énergie en tête de son agenda.

CYNDY OBRÉ, RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS CHEZ WÄRTSILÄ ENERGY BUSINESS

Cela est essentiel, parce que, malgré une économie florissante, le butin de la croissance n'est pas partagé également. Trois Ivoiriens sur cinq ont accès à l'énergie, mais il existe un écart important entre les citadins (80%) et les ruraux (37%), le nord rural étant encore moins connecté que ses compatriotes du sud. Les coûts élevés de connexion initiale au réseau national restent prohibitifs pour beaucoup. Mais ce n'est pas tout. Pour ceux qui sont connectés, le réseau de 5 000 km d'énergie haute tension compte des systèmes obsolètes, qui ont entraîné des pertes d'environ 22%.

#### Des plans ambitieux pour l'avenir

Alors, comment le gouvernement entend-il remédier à ces problèmes et améliorer le secteur de l'électricité ? Grâce à des partenariats public - privé (PPP). En tant que premier pays d'Afrique subsaharienne à ouvrir son secteur énergétique aux producteurs indépendants, il n'est pas surprenant qu'actuellement 55% de sa production provienne de trois sociétés privées : Ciprel (556 MW), Azito Energie (440 MW) et Aggreko (210 MW). En octobre 2019, le ministre



en utilisant des producteurs indépendants. Par exemple, Azito a récemment reçu un financement pour l'extension du projet Azito 4, de 253 MW à 700 MW, tandis qu'un accord pour construire une centrale de 390 MW appelée Atinkou (ou Ciprel 5) a été signé en décembre 2018 avec Ciprel. Le recours aux acteurs privés ne montre aucun signe de ralentissement, car, lors de la signature de l'accord, Cissé a annoncé l'ambition de l'État de renforcer la capacité de production d'électricité du pays à travers de nouvelles unités gérées par des partenaires privés expérimentés.

#### Tirer parti du modèle public - privé

L'engagement de la Côte d'Ivoire avec des sociétés énergétiques privées n'est pas propre à la région. En effet, les PPP sont courants dans toute l'Afrique de l'Ouest, car ils sont également populaires auprès des gouvernements et des entreprises privées. Les gouvernements préfèrent de tels partenariats car les entreprises privées installent les centrales et investissent à leur place. L'intervention du secteur privé réduit et optimise l'utilisation des res-

sources financières de l'État, qui peuvent ensuite être utilisées pour d'autres besoins tout aussi importants, tels que la santé ou l'éducation. Les entreprises privées aiment les PPP pour la même raison. Certains projets ne sont pas finançables dans le secteur privé car le risque est trop élevé ou le rendement est inférieur aux attentes du marché pour le niveau de risque perçu. Dans le modèle PPP, le risque est partagé. Alors que le gouvernement ivoirien a montré une préférence pour le recours aux partenaires privés historiques pour développer sa production thermique et hydroélectrique, il souhaite également porter la part des autres énergies renouvelables hors hydroélectricité, comme la biomasse et l'énergie solaire, à 16% d'ici 2030. Selon Wärtsilä, la situation énergétique idéale en 2030 serait composée d'hydroélectricité, de solaire, de biomasse et de moteurs thermiques flexibles. Pour cela, le gouvernement a besoin de la flexibilité que les moteurs à gaz offrent, ainsi que de capacités de stockage d'énergie. Le plus grand défi de la Côte d'Ivoire est de changer le mix énergétique. ■

## DÉMOLITION DE MAISONS : DES QUARTIERS HUPPÉS DANS LE VISEUR

Plus que les années précédentes, les pluies diluviennes de 2020 ont mis au grand jour la faiblesse des infrastructures dans la capitale économique, mais surtout l'incivisme notoire des populations. Avec plus d'une vingtaine de morts recensés seulement en quelques semaines, dont 17 dans le seul éboulement d'Anyama, les autorités ont décidé de passer à la vitesse supérieure.

RAPHAËL TANOH



La démolition des habitations illégalement construites va reprendre.

Le mardi 30 juin, à la suite d'un Conseil des ministres extraordinaire, le gouvernement a décidé de faire dégager tous ceux qui, volontairement ou involontairement, causent des inondations pendant la saison des pluies. Selon Sidi Tiémoko Touré, le porte-parole du gouvernement, les autorités vont procéder dans les jours à venir à « la destruction immédiate par la force publique » des maisons et infrastructures installées sur les voies d'eau. En premier lieu, les endroits où plusieurs personnes ont trouvé la mort récemment dans les inondations à Abidjan. Le chef

de l'État, au dire de M. Touré, a instruit aux ministres concernés de procéder à cette opération. « Il y a un minimum de procé-

« Il y a des règles qu'il faut observer, malheureusement, beaucoup de personnes ne le font pas. »

dures qui seront respectées pour les destructions, mais pour les cas les plus flagrants nous procéderons à une destruction immédiate », a signifié Sidi Touré.

En ligne de mire le quartier chic de la Riviera. Sujette aux inondations chaque année, la

Riviera Palmeraie, à Bonoumin, est le lieu où les constructions se sont le plus faites sur des ouvrages d'assainissement. Malgré les démolitions de 2014, la Riviera Rue ministre n'est pas encore tirée d'affaires. À la Riviera 2 et à la Riviera 3, l'occupation des emprises des ouvrages de drainage des eaux sont à la base des inondations dont souffrent ces trois quartiers de la commune de Cocody, qui ont d'ailleurs déjà fait des victimes cette année. « L'occupation anarchique est tout ce qui est fait hors du cadre légal de l'urbanisation. Lorsque l'on construit, il y a des règles qu'il faut observer, malheureusement, beaucoup de personnes ne le font pas », regrette Jean-Roger Boto, l'adjoint au maire de Treichville chargé des questions de salubrité. Certaines personnes, selon Sidi Touré, usent de leur qualité pour faire de la résistance ou profitent de la faiblesse des procédures judiciaires pour faire perdurer leur incivisme. En

plus de la Riviera, les zones en proie aux inondations, d'après la SODEXAM, sont les communes d'Abobo-Nord, de Yopougon et d'Attécoubé-Ouest. L'adjoint au maire d'Attécoubé, Salif Coulibaly, précise que dans sa commune les zones dangereuses sont, entre autres, Agban-Attié, Attécoubé 3 et Santé 3. ■

### EN BREF

#### 65 ACTEURS DE LA COMMUNICATION SERONT DISTINGUÉS CETTE ANNÉE

Le ministère de la communication et des médias va distinguer 65 personnalités en décembre prochain dans l'Ordre du Mérite de la Communication, Chevalier, Officier ou Commandeur au titre du contingent de 2020. Il s'agira de 8 commandeurs, 22 officiers et 35 chevaliers, a fait savoir le mardi 30 juin, le directeur de cabinet du ministre de la communication, Jean Martial Adou, avant de préciser les conditions pour postuler. Si les « nouveaux médias » n'ont enregistré aucun bénéficiaire l'année dernière, le ministère espère que le tort sera réparé cette année avec des candidatures répondant aux critères d'éligibilité à ce prestigieux sésame. La distinction est accessible à tous les acteurs du secteur des médias actuellement en fonction ou à la retraite.

#### LUTTE CONTRE LES INONDATIONS : 188,7 MILLIARDS DE FRANC CFA POUR LE FINANCEMENT DU PARU

Le gouvernement ivoirien a adopté mardi 30 juin, en Conseil des ministres extraordinaire, un décret portant ratification d'un accord de prêt d'un montant de 188,7 milliards Fcfa en vue du financement d'un Projet d'assainissement et de résilience urbaine dénommé « PARU ». Selon le porte-parole du gouvernement, Sidi Touré, ce projet vise d'une part, à réduire les risques d'inondation dans les zones vulnérables du District autonome d'Abidjan ainsi que les principales villes de l'intérieur du pays et d'autre part, à améliorer la gestion des déchets solides dans les municipalités, a-t-il indiqué. Il comprend notamment la construction de nouveaux systèmes de drainage primaires et secondaires et la réalisation de ceux existant, ainsi que la réalisation de travaux routiers associés au drainage et le réaménagement de certaines zones de rétention d'eau. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### GAGNOA : DES OFFICIERS DE POLICE ET DE LA GENDARMERIE FORMÉS À LA GESTION DE LA SÉCURITÉ DES ÉLECTIONS

Une trentaine d'officiers de la police et de la gendarmerie a le mardi 30 juin à Gagnoa (région du Gôh), renforcé leur capacité en gestion de la sécurité dans un contexte électoral. L'atelier avait pour objectif de permettre aux éléments des forces de sécurité (police et gendarmerie) d'agir sur le terrain, dans le cadre de la gestion des foules, a expliqué le conseiller du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Dr Arthur Banga, par ailleurs spécialiste en histoire militaire. Selon le formateur, ces forces devront user de la fermeté pour permettre à tout le monde de pouvoir s'exprimer sans crainte. Il a rappelé que la mission des forces de l'ordre, en période électorale, est de s'assurer d'une gestion démocratique des élections, de garantir la sécurité des élections et empêcher les violences électorales. Plusieurs thèmes ont été abordés au cours de cet atelier, notamment le cadre légal et institutionnel des élections en Côte d'Ivoire, de la sécurité en contexte d'élection et bien d'autres. ■

## BARRAGE DE LA RENAISSANCE : DES MÈTRES CUBES DE DISCORDE

Le barrage de la Renaissance est au centre des querelles entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan. Les deux derniers pays s'inquiétant des conséquences de son exploitation.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



L'Éthiopie veut démarrer le remplissage de son gigantesque barrage sur le Nil en juillet.

Le barrage de la Renaissance continue de faire débat. L'Égypte a averti lundi, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, du remplissage du barrage par l'Éthiopie de manière unilatérale. Au cours d'une visioconférence du Conseil de sécurité de l'ONU, le chef de la diplomatie égyptienne a insisté sur le fait que la question était très préoccupante. «Le barrage éthiopien de la Renaissance, construit sur le Nil bleu, pourrait mettre en danger la sécurité et la survie d'une Nation entière en menaçant sa seule source de vie », s'est-il inquiété. Le ton

monte à mesure que l'échéance approche. L'Éthiopie souhaite débiter dès le mois de juillet le remplissage du barrage, ce à quoi le Soudan et l'Égypte s'opposent. « Nous lançons un appel au Conseil de sécurité pour qu'il exhorte les parties à négocier de bonne foi pour parvenir à un accord sur le barrage de la Renaissance et à s'abstenir de toute mesure unilatérale jusqu'à la conclusion de cet accord », a souhaité le ministre égyptien. Le contraire pourrait conduire à des crises et conflits qui menaceraient la stabilité dans une région déjà en difficulté. Les membres du Conseil de

sécurité ont exhorté les trois parties à privilégier le dialogue afin de parvenir à un règlement pacifique du différend. Trois jours auparavant, l'Union Africaine avait convoqué une réunion entre les parties, à laquelle a également pris part le Président malien Ibrahim Boubacar Keita, et les a invitées à engager un dialogue franc.

**Un méga-barrage** Le projet éthiopien de méga-barrage suscite des tensions régionales, notamment avec l'Égypte, qui dépend à 97% du Nil bleu pour son approvisionnement en eau. Le Président Abdel Fattah Al-Sissi avait d'ailleurs fin 2019 résumé la situation : c'était une « question de vie ou de mort ». Le barrage sera long de 1,8 km et haut de 145 m. Le Nil bleu prend sa source en Éthiopie et rejoint le Nil blanc à Khartoum, au Soudan, pour former le Nil, qui se termine en Égypte. Le barrage éthiopien de la Renaissance (GERD) doit devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique, avec une production de 6 000 mégawatts. Il doit permettre à l'Éthiopie, 110 millions d'habitants, de se développer et d'accroître sa production d'électricité. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### VENEZUELA : MADURO CHASSE L'UE

Le Président vénézuélien Nicolas Maduro a donné le 29 juin 72 heures à la cheffe de la délégation de l'Union européenne (UE) à Caracas pour quitter le Venezuela, en réaction aux sanctions adoptées le même jour par l'Union européenne contre 11 fonctionnaires vénézuéliens. Il a annoncé l'expulsion de la représentante de l'UE, Isabel Brilhante Pedrosa, lors d'un discours. « Qui sont-ils pour tenter de s'imposer par la menace ? Qui sont-ils ? Ça suffit ! C'est pourquoi j'ai décidé de donner 72 heures à l'ambassadrice de l'Union européenne pour quitter notre pays ». Le Président Maduro a ajouté que son pays lui fournirait un avion afin qu'elle s'en aille. L'UE a sanctionné 11 responsables vénézuéliens impliqués dans des actions contre l'opposition au gouvernement de Nicolas Maduro, dont Luis Parra, qui a tenté de se substituer en mai à Juan Guaido à la présidence du Parlement. En réponse, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a condamné l'expulsion de l'ambassadrice de l'UE du Venezuela et a annoncé sur Twitter des mesures de « réciprocité ». ■

O.O

### Niger Grandes manœuvres pour la présidentielle

Titulaire du portefeuille du ministère de l'Intérieur depuis avril 2016, Mohamed Bazoum a été remplacé au gouvernement du Premier ministre Brigi Rafini à l'issue d'un remaniement technique, a annoncé la présidence nigérienne le 29 juin. Selon les proches du désormais ex ministre, son départ s'explique par sa candidature à la présidence de la République. Cacique du régime de Mahamadou Issoufou, Bazoum Mohamed a été investi par le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), au pouvoir. Ancien chef de la diplomatie, il est en lice avec plusieurs autres candidats, dont un ex Président, Mahamane Ousmane (de 1993 à 1996), ainsi que l'ex-chef de la

junte, le général à la retraite Salou Djibo. L'ex chef de la junte militaire a dirigé une transition à l'issue d'un coup d'État en 2010. Il s'était retiré de la scène politique nigérienne après avoir remis sa charge à l'actuel Président, Mahamadou Issoufou, élu en 2011 et réélu en 2016. Le président Issoufou, en fin de mandat, n'est pas dans la course, conformément à la Constitution nigérienne, qui limite le mandat à 5 ans renouvelables une seule fois. Le premier tour de l'élection présidentielle, couplée aux législatives, est fixé au 27 décembre 2020. Plusieurs observateurs font de Bazoum le grand favori de la course à la présidence. ■

B.S.H.

## RACING CLUB D'ABIDJAN: UN CHAMPION QUI VIENT DE LOIN

Le Racing club d'Abidjan (RCA) est le nouveau champion de Côte d'Ivoire de football de la saison 2019-2020. Après avoir longtemps résisté au sommet du classement, les hommes du président Logossinan Cissé parviennent enfin à écrire une nouvelle page de leur histoire. Pourtant rien n'était gagné d'avance pour ce petit poucet du football ivoirien.

ANTHONY NIAMKE



Le Racing club d'Abidjan a encore un bel avenir devant lui et encore de belles choses à offrir au football ivoirien.

Le Racing Club d'Abidjan est sur le toit du football ivoirien. Depuis le vendredi 26 juin, le club dirigé par le président Logossinan Cissé est le nouveau champion de la LONACI Ligue 1 de football après que la Fédération ivoirienne de football (FIF) ait officiellement décidé de l'arrêt définitif du championnat à six journées de la fin, suite à la pandémie du Covid-19. Resté solide en tête du championnat avant sa suspension en mars dernier lors de la 20<sup>e</sup> journée, les

Lions rentrent dans l'histoire du football ivoirien grâce à leur sacre inédit. Nouveau champion de Côte d'Ivoire, le Racing club d'Abidjan vient de très loin et est de quelque peu le symbole du travail et de la persévérance.

**Persévérance** Le RCA est donc champion en totalisant 38 points. Il représentera donc la Côte d'Ivoire lors de la prochaine Ligue africaine des champions. Un rêve devenu réalité pour ce pe-

tit club qui a réussi à surplanter les gros calibres du foot local. Et c'est son histoire est tout aussi édifiant. Les fondations du club sont posées en 2006 sous la houlette de Souleymane Cissé, international ivoirien puis formateur en Europe. Il se propose alors de regrouper et d'encadrer, à Yopougon, des jeunes issus de milieux défavorisés. C'est ainsi que naît Cissé Institut. L'objectif, d'emblée, est clair, celui de ramener les jeunes à l'école par le football, former des footballeurs et surtout de jeunes hommes. Plus tard le centre de formation se fait un nom en remportant des tournois au plan national mais surtout en affichant un style de jeu attractif, basé sur la qualité technique. L'effectif s'étoffe et gagne en qualité au fil des années. En 2014, le centre de formation s'acquiert un club de D3, le FC Kokoumbou dans l'objectif de voir les jeunes s'aguerrir dans un contexte nouveau. La réussite est au rendez-vous après seulement deux saisons, avec un effectif constitué à 90% d'éléments issus du centre de formation, l'équipe est sacrée champion de D3 en 2016. Avec la montée en D2, les principes restent les mêmes mais le club décide de changer de nom pour devenir le Racing club d'Abidjan. L'équipe finit par être champion D2 en 2017. La saison 2018-2019 marque donc la montée dans l'élite du football ivoirien (Ligue 1). Aujourd'hui champion de Côte d'Ivoire, le promu RCA est désormais un grand du championnat ivoirien. ■

## Football Salomon Kalou quitte Berlin



Salomon Kalou a encore de l'énergie à offrir dans son prochain club.

En fin de contrat le 30 juin 2020, l'international ivoirien Salomon Kalou, du Hertha Berlin, a décidé de se séparer d'avec son club après y avoir passé six ans (arrivée le 31 août 2014). « J'ai passé un moment fantastique au Hertha BSC, avec d'excellents coéquipiers, managers et fans, que je respecte tous beaucoup. Cependant, je suis toujours très désolé pour ce qui s'est passé à la fin. Cette fin ne reflète pas du tout

mon passage au Herta », regrette l'attaquant de 35 ans. Auteur de 53 buts et de 16 passes décisives en 173 matchs, le frère cadet de Bonaventure serait déjà sur les tablettes du Botafogo de Rio au Brésil. Après son échec sur le dossier Yaya Touré, le club brésilien va tenter de récupérer le champion d'Afrique 2015. Selon la presse brésilienne, un précontrat aurait été déjà signé par le joueur, qui pourrait s'engager définitivement cette semaine. ■

A.N.

### CARTONS DE LA SEMAINE

Le Lillois **Victor Osimhen** remporte l'édition 2020 du Prix Marc-Vivien organisé par RFI et France 24. Au classement, il devance l'Algérien Islam Slimani (Monaco) et le Marocain Yunis Abdelhamid (Stade de Reims). À 21 ans, l'attaquant nigérian, qui succède à l'ivoirien Nicolas Pépé, devient le plus jeune vainqueur de ce vote désignant le meilleur joueur africain du Championnat de France (Ligue 1).

L'équipe **néo-zélandaise** en préparation pour la Coupe de l'Amérique l'an prochain (6-21 mars) a annoncé mardi avoir renvoyé des employés, soupçonnés d'espionnage au profit d'autres équipes. La Nouvelle-Zélande a dit enquêter sur des « questions structurelles et financières » liées à la prestigieuse course quadriennale qui aura lieu l'an prochain à Auckland.

## RIANA 2020 : LES ARTS NUMÉRIQUES ET VISUELS EN TEMPS DE COVID-19

Initialement prévue fin mars, la quatrième édition des Rencontres internationales des arts numériques et visuels d'Abidjan (RIANA) 2020 se tiendra finalement au mois de juillet. Les organisateurs sont tout de même confiants quant à l'attractivité de cette édition.

ANTHONY NIAMKE



Malgré la Covid-19, les organisateurs des RIANA ont tenu à organiser cette édition.

Discipline née du boom du numérique et des NTIC, les arts numériques sont encore peu développés et peu connus en Côte d'Ivoire. C'est pour cela qu'au premier trimestre de chaque année, depuis 2017, se tiennent les Rencontres internationales des arts numériques et visuels d'Abidjan (RIANA), qui visent à mieux la faire découvrir afin de mieux l'appréhender. Depuis quelques années, les RIANA enregistrent la participation d'artistes multimédias, visuels et experts d'Europe, d'Afrique et de Côte d'Ivoire. Avec la pandémie de la Covid-19, la quatrième édition, qui devait se tenir courant mars dernier, va se dérouler dé-

sormais tout au long du mois de juillet 2020, pour le grand bonheur des artistes et des amateurs d'art. D'ailleurs, la thématique retenue pour cette année est « Rêver l'Afrique d'après ». Un appel lancé aux artistes pour qu'ils fassent montre de toute leur créativité dans un contexte dominé mondialement par la crise sanitaire.

**Créativité versus Covid-19** Pour le Commissaire général des RIANA, l'artiste-galeriste Jacob Bleu, dit Jacobleu, les objectifs de ces rencontres sont de contribuer au développement des nouvelles technologies liées au digital et aux arts, d'offrir des oppor-

tunités sur les formes innovantes d'expression artistique et enfin de faire la promotion des jeunes talents. Deux grands rendez-vous meubleront particulièrement cette édition spéciale. Il s'agit d'une part de l'exposition individuelle de peintures de Jacob Bleu, sur le thème « Réalités masquées », qui se tiendra à la galerie Cap Sud à Marcoray et d'autre part d'une exposition collective compilant les œuvres d'une dizaine d'artistes à la Villa Alfira (Cocody - Les 2 plateaux). Ces artistes sont des artistes multimédias visuels venant des quatre coins du monde et de Côte d'Ivoire. En plus de Jacobleu, il y aura Anthony Nsofor (peintre nigérian), Ahonzo Tanochy (tapissier ivoirien), Brown Williams (céramiste ivoirien), Glodi Kasindi (peintre congolais), Zeben Zebhi (photographe ivoirien) et bien d'autres. Conscients des risques liés à la propagation de la maladie à coronavirus, les organisateurs des RIANA indiquent que cette quatrième édition se tiendra nécessairement dans le strict respect des mesures barrières conseillées par les autorités ivoiriennes. « Durant toute la tenue de cette édition, seulement 40 personnes seront admises par jour sur les différents sites d'exposition », dit le Commissaire général. ■

### INFO PEOPLE

#### KAARIS : LE RAPPEUR AGRESSÉ À CANNES

Les images font actuellement le tour des réseaux sociaux. De passage à Cannes, le rappeur franco-ivoirien Kaaris n'a pas vraiment dû apprécier son séjour. Et pour cause : alors qu'il prenait du bon temps sur un yacht, il a été la cible de plusieurs jeunes. Ces derniers n'ont pas hésité à lui lancer des pierres et autres projectiles. Le rappeur a pris ses jambes à son cou sous une pluie d'insultes. Une agression dont la vidéo a été postée le week-end dernier. Selon un internaute, il s'agit d'un règlement de comptes. Kaaris et son équipe s'en seraient pris à un livreur et l'homme habitait le même quartier que les jeunes gens. Ces derniers auraient donc décidé de le venger.

### INFO PEOPLE

#### BEYONCÉ RÉCOMPENSÉE AU BET AWARDS POUR SON ENGAGEMENT HUMANITAIRE

La cérémonie annuelle des BET Awards s'est tenue le dimanche 28 juin. Une occasion de célébrer les accomplissements de plusieurs personnalités. Ainsi, dans la liste des récipiendaires figurait Beyoncé, qui a remporté le Prix humanitaire pour son engagement, par le biais de sa campagne BeyGood, qui vient en aide aux plus démunis, qui sensibilise et qui libère la parole. La chanteuse de 38 ans a eu l'honneur d'être présentée et félicitée par Michelle Obama, qui lui a exprimé tout son amour et son admiration. « Tu me rends si fière », a-t-elle lancé. Dans une vidéo de remerciements pour ce prix, la femme de Jay-Z s'est exprimée et a appelé le peuple à se lever et à aller voter.



**Directeur de publication :**  
Ousmane DIALLO

**Directeur Général :**  
Mahamadou CAMARA

**Directrice Déléguée :**  
Aurélien DUPIN

**Rédacteur en chef :**  
Ouakaltio OUATTARA

**Sécretaire Général :**  
Eric DIOMANDE

**Ont collaboré à ce numéro :**  
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

**Infographiste :** J Christophe ALLEGRA

**Service commercial :**  
Ismaël OUATTARA

**JOURNAL D'ABIDJAN**, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci





# Yeqar

Découvrez cette nouvelle  
marque de prêt à porter  
moderne et chic.  
Les pièces sont faites avec  
une attention particulière  
aux détails.



Made in Côte d'Ivoire